

Attaque terroriste à Moscou : de l'usage de l'attentat-suicide par les groupes armés d'opposition dans le Caucase Nord



Laurent VINATIER

Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Consultant pour Emerging Actors Consulting, auteur (en collaboration) de *La Russie de Poutine à Medvedev* (Paris, Unicomm, 2008).

Le 24 janvier 2011, moins d'un an après le double attentat kamikaze du métro de Moscou qui avait tué 36 personnes, une nouvelle attaque-suicide dans la salle d'arrivée de l'aéroport Domodedovo, au sud de la capitale russe, porte encore une fois, au cœur de la puissance moscovite, la tragique instabilité des guérillas nord-caucasiennes. Pourtant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, les groupes armés d'opposition dans le Caucase qui luttent depuis presque deux décennies contre la Russie fédérale, tardent à communiquer sur ces événements, à en tirer profit sur le plan médiatique et donc politique. Tout se passe comme s'ils n'étaient pas préparés ou n'en étaient pas directement à l'origine. Ces occurrences violentes dès lors témoignent d'un mal beaucoup plus profond dans cette région troublée aux marges de la Russie.



Le mystère reste entier sur le sens et les modalités de l'attentat-suicide qui a tué 35 personnes dans un aéroport moscovite ce lundi 24 janvier et ébranlé une nouvelle fois la pertinence et l'effectivité de l'engagement sécuritaire russe dans la région du Caucase-Nord. Le lien caucasien est sans aucun doute, à l'heure de l'écriture, le seul élément réellement objectif et confirmé. Il n'est même pas nécessaire de croire sur parole les enquêteurs russes de FSB qui avancent la piste d'un ou d'une « wahhabite russe » vivant dans le district de Stavropol et appartenant au groupe armé nogai (de l'origine ethnique des combattants de l'Émirat du Caucase présents dans cette zone administrative de la Fédération de Russie). La pratique kamikaze est une signature éloquente et malheureusement historique des guérillas armées d'opposition qui secouent depuis des années une partie des républiques fédérées de cette région, principalement la Tchétchénie depuis 1999, l'Ingouchie et le Daghestan depuis 1999 et de façon plus organisée depuis 2004, enfin la Kabardino-Balkarie et dans une moindre mesure l'Ossétie du Nord depuis 2005.

Dès le début de la seconde guerre en Tchétchénie, au cours de l'année 2000, une certaine frange de la résistance, la plus religieuse et la plus radicalisée, recourt à cette tactique. Les attaques se multiplient en 2003 et en 2004 jusqu'à la fin de l'été lorsque deux avions de ligne russes, au départ de Moscou, explosent en vol et qu'un groupe de combattants prend en otage une école de Beslan en Ossétie du Nord. Les années suivantes, ce type d'actes s'avère plutôt exceptionnel mais à partir de 2009, leur fréquence s'accroît de manière dramatique, notamment en Tchétchénie. En 2010 il ne se passe plus un mois sans un ou plusieurs attentats et non plus seulement en Tchétchénie mais aussi et surtout au Daghestan et en Ingouchie, ainsi que plus ponctuellement en Ossétie du Nord et à Moscou. En un mois par exemple, du 29 mars au 30 avril 2010, on recense neuf attaques, y

compris celles du métro moscovite (1). L'attentat de lundi est donc le second en moins d'un an au cœur de la capitale russe.

Le silence revendicatif

L'opposition nord-caucasienne connaît manifestement un regain de puissance. Frappant deux fois Moscou, elle fait la preuve tactique de capacités d'action croissantes, et en tout cas plus effectives. Pourtant, et ce n'est pas là le moindre des paradoxes, les sites internet relayant habituellement les faits et succès des groupes armés combattants, le site Kavkaz Center au premier chef (<http://kavkazcenter.com/russ>), demeurent étrangement prudents sur ces événements. En mars 2010, il a fallu attendre plusieurs jours avant que le chef suprême des mouvements rebelles, autoproclamé Emir du Caucase, Dokou Oumarov, revendique les deux opérations dans le métro.

Aujourd'hui, sur les sites les plus consultés, Jamaat Shariat (<http://www.jamaatshariat.com>) pour le Daghestan ou Islamdin, (www.islamdin.com) pour la Kabardino-Balkarie, rien ne laisse penser qu'il s'agit en effet d'une attaque voulue par ces groupes. Il peut y avoir plusieurs explications. D'une part, après les cafouillages au sein du leadership de l'Émirat au cours de l'été 2010 liés à des publications intempestives ou trop hâtives, les responsables des sites attendent des instructions claires qui évidemment peuvent prendre du temps compte tenu des conditions de sécurité que doivent respecter les chefs. D'autant qu'une rumeur fait encore état d'absences prolongées de Dokou Oumarov que l'on sait malade. D'autre part, prendre la responsabilité de tels actes terroristes n'aident pas évidemment à améliorer l'image auprès des populations, y compris caucasiennes, et tend à provoquer plus d'interrogations que de marques de soutien. Aux yeux des Européens, les dernières sympathies, un peu romantiques et antirusses, à l'égard de ces mouvements de résistance s'effacent.

Profil des combattants

Il est peut-être une troisième explication à ce délai, qui peut faire davantage sens et qui est largement fondé sur les ressentis de terrain de l'auteur à Moscou, à Istanbul et dans le Caucase Nord (2). Tout porte à croire que les groupes armés combattants, liés à l'Émirat du Caucase, revendiquant l'avènement d'une république islamiste où la Charia serait loi d'État, ne sont pas directement à l'origine de ces attentats. A priori, s'ils l'étaient, s'ils les avaient préparés, ils n'attendraient pas. Tout se passe comme si, au fond, ils étaient aussi surpris que le reste du monde.

Les hommes qui ont choisi la voie armée sont une infime minorité. On parle de 1% de la population totale, sans doute moins ; au Daghestan un interlocuteur évoque 40 jeunes par mois qui rejoindraient les troupes de l'Émirat. Pour tous, c'est une voie sans retour. Ils agissent par conviction idéologique mais aussi pour fuir les persécutions des services de sécurité locaux. Il y a bien une logique de sacrifice mais elle n'est pas distinguée de celle du combat. S'échapper pour lutter doit être utile. Le profil des leaders de ces groupes de la forêt est en cela tout à fait symptomatique : peu éduqués sur le plan religieux ou autodidactes, ils disposent avant tout de réels talents militaires et opérationnels. Ce sont des maîtres de l'organisation et des tactiques de guérilla (3).

- Dokou Oumarov, émir Dokou Abou Ousman (tchéchène), basé en Tchétchénie : aucune éducation religieuse, chef militaire expérimenté (commandant de la 1^{ère} guerre).
- Israpil Velidjanov, émir Khassan (lezguin), basé dans la région de Derbent, Daghestan : aucune éducation religieuse, chef militaire expérimenté.
- Emir Adam (ingouche), basé dans la région de Magas, Ingouchie : aucune éducation religieuse, chef militaire expérimenté.

- Asker Jappuev, émir Abdoulla (balkar), basé à Elbruz, Kabardino-Balkarie : pas de connaissances religieuses particulières, forte expérience militaire.
- Kazbek Tachouev, émir Abdoul Jabbar (kabarde), basé à Baksen, Kabardino-Balkarie : aas de connaissances religieuses particulières, forte expérience militaire.

La scission au sein du leadership de l'émirat survenue à l'été 2010 ne change rien.

- Hussein Gakaev, émir Hussein (tchéthène), basé à Chali sur le front oriental de Tchétchénie : aucune éducation religieuse, chef militaire expérimenté.

Rares sont les chefs qui allient études religieuses à l'étranger et capacités de combat : ceux-là ont aujourd'hui d'ailleurs tous disparu. Certes, les combattants actuels croient sans doute sincèrement à la nécessité d'établir un régime islamiste sur leur territoire, mais ils valorisent aussi et surtout la confrontation. L'idéologie est au service du combat. De ce fait également, il ne s'agit donc en aucune façon de faire disparaître les ressources précieuses que sont les jeunes audacieux qui franchissent le pas de la guerre. Les pratiques kamikazes que les chefs n'excluent pas n'appartiennent pas à leur arsenal tactique. En d'autres termes, elles ne relèvent pas directement de leurs compétences et de leurs modes opératoires.

Un vivier salafiste

Dans le Caucase Nord, il faut tenir compte d'une autre réalité politique plus diffuse et plus prégnante au sein des sociétés. Il n'est plus rare d'entendre des jeunes sur place reconnaître qu'ils sont d'abord musulmans avant d'être Tchétchènes ou Ingouches ou Kabardes. De là certains individus, souvent jeunes, très pratiquants, passent à l'étape suivante de revalorisation de leur foi et des traditions, telle qu'ils les imaginent. Ils opèrent une synthèse entre les coutumes du lieu, l'Histoire et l'islam moderne puisé sur internet ou auprès, il y a quelques années, de prêcheurs éduqués en Arabie Saoudite, Syrie ou Egypte, qui sont revenus dans leur pays d'origine. Ensuite vient, pour eux, un moment de frustration, car ils ne peuvent réaliser cette foi, la vivre et la mettre en application dans « leur république », sur leur terre qui est soumise à d'autres lois, russes notamment. Ils ne peuvent donc éviter la confrontation et l'opposition : une opposition d'abord religieuse ou idéologique contre ceux qui dévoient la Charia, croient à des superstitions et collaborent avec les infidèles ou « Kafirs » ; il s'agit globalement des responsables des directions spirituelles musulmanes de chaque république et dans le cas daghestanais spécifiquement des élites soufies. L'opposition est également culturelle et politique contre la Russie qui occupe le pays. Ces individus radicalisés entrent alors enfin dans une phase de réflexion proche des schémas de la décolonisation : ils croient à la libération nationale mais aussi et surtout à l'accomplissement religieux permettant l'avènement d'un État islamiste.

Ces mécanismes simples de mobilisation identitaire à buts politiques tendent à se généraliser. Il se constitue ainsi de véritables viviers de jeunes gens très sensibles à l'islam, qui l'envisagent sous une forme moderne et épurée (salafisme), telle qu'elle a été fabriquée et diffusée par les intellectuels caucasiens du début des années 1990.

Le passage à la lutte armée au sein de ce vivier, qualifié donc de salafiste, tant l'islam ici apparaît comme le facteur déterminant de la révolte, n'est pas automatique. Ces jeunes, en quête identitaire, n'ont pas d'intentions violentes *a priori*. Ce choix de l'islam pur est avant tout un projet personnel d'autodéfinition, un mode de vie qu'ils voudraient pouvoir légalement et en toute sécurité mettre en œuvre. La plupart souhaitent construire des vies de famille. Certains ont un emploi ou étudient. Beaucoup aussi, particulièrement au Daghestan et en Kabardino-Balkarie, se sentent exclus du système politico-économique local dont ils rejettent les pratiques hypocrites. Les histoires de vie, les relations avec les autorités font alors ensuite la différence. Pour une partie d'entre eux, cette étape intellectuelle et religieuse fait figure d'antichambre de l'action violente. Quelques uns choisissent finalement, sous diverses influences, de rejoindre les groupes armés ; une poignée, des femmes en particulier mais pas seulement, décident de se sacrifier lors d'un attentat suicide. La logique d'engagement ici n'a rien à voir avec celle des partisans de la forêt : il manque à l'évidence

la dimension combattante de résistance. L'attaque kamikaze est l'arme de destruction massive du faible ou du pauvre qui n'a que l'idéologie islamiste comme moteur et comme outil. Il s'agit là « seulement » d'utiliser ses faibles moyens pour faire un maximum de dégâts. Il n'y a pas de réflexion guerrière stratégique de gestion de la rareté.

Epilogue

Les candidats au suicide sont plutôt à chercher au sein de ce vivier salafiste qui grossit dans toutes les républiques du Nord-Caucase. Ce décalage explique les retards dans les revendications. Ainsi, il est probable que finalement Dokou Oumarov ou l'un de ses lieutenants, chef d'un front, prenne à son compte bientôt l'attentat de Domodedovo, mais il ne s'agira que d'une récupération. A la base, l'initiative est extrêmement délocalisée, peut-être même isolée. Pour diverses raisons, d'abord personnelles puis idéologiques, un individu issu du vivier salafiste décide lui-même de se tuer au nom d'Allah. S'ils interviennent, les groupes organisés armés n'apportent une aide logistique que dans un second temps et il n'est pas certain que l'idée remonte jusqu'au chef local. Le vivier salafiste fonctionne sur une logique propre. Ses expressions violentes sont très souvent déconnectées en amont des mouvements de la forêt. Elles ne se reconnectent qu'en aval.

Cette dichotomie de l'opposition nord-caucasienne pose dès lors aux autorités de Moscou un problème bien plus important que le simple enjeu sécuritaire. Il en va de l'avenir des républiques caucasiennes au sein de la Fédération de Russie. Or sur ce point, de plus en plus de Russes, ethniques, ne seraient pas contre s'en séparer. Les attentats suicide, sans doute, accélèrent la tendance.

Laurent VINATIER

(1) Selon un rapport du CSIS, *Violence in the North Caucasus, Spring 2010: On the Rise Again?*, mai 2010.

(2) Séjours de plusieurs semaines au second semestre 2010 dans le cadre d'un travail de recherche portant sur les enjeux du Caucase Nord.

(3) Ne sont indiqués que les chefs de front. La remarque reste valable pour les chefs de district.
